

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron
82140 Saint Antonin Noble Val - Mardi 21 avril 2026**

Le Conseil communautaire s'est réuni le mardi 21 avril de l'an deux mille vingt-six à 19h30, au nombre prescrit par le règlement, dans le lieu habituel de ses séances à Saint-Antonin-Noble-Val, sous la présidence de Madame BIRS, Présidente de la Communauté de Communes

Date de la convocation : 14 avril 2026

Nombre de délégués en exercice : 32. Nombre de présents : 30 Nombre de votants : 32

Présents : Mesdames BAGES, BIRS, CARDONNEL, GINESTOUS, MIRAMOND, PAPADOPOULO, PHILIPPE, SOCCOL, SOLEILHET ;

Messieurs ADAM, BURG, COUSI, CROS, ESTRYPEAU, FERAL, GALAN, GALLAND, GAUTIER, HENRY, ICHES, JALLET, LOMBARD, LOPINET, MARTY, PALACH, PETIT, RENAULT, ROMANO, SERVIERES, SOUDARIN.

Absents : Mme BOZONNET a donné procuration à M. JALLET, Mme VIDAILLAC a donné procuration à Mme BIRS

Monsieur GAUTIER Thierry a été élu secrétaire de la séance.

Ref. 2026_3279

Objet : Approbation du Règlement Budgétaire et Financier

Madame la Présidente indique aux membres du conseil qu'en vertu de son passage en nomenclature M57, la Communauté de Communes QRGa est tenue de rédiger et d'approuver son Règlement Budgétaire et Financier (RBF).

Elle ajoute que ce document est un exercice assez libre, dans la limite du respect des deux obligations rappelées ci-après.

- Le RBF n'est pas un guide de procédures internes ; il a pour objectif de préciser les éléments sur lesquels les élus doivent poser un choix.
- Un RBF peut s'en tenir à minima à la prescription légale qui se limite à deux obligations :
 - préciser les modalités de gestion des AP-AE et des CP y afférent, notamment les règles relatives à l'annulation des AP et des AE (hormis pour les AP et AE de dépenses imprévues qui deviennent obligatoirement caduques en l'absence d'engagement constaté avant la fin de l'exercice) ;
 - préciser les modalités d'information de l'assemblée délibérante sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice (budget primitif, budget supplémentaire, décision modificative).

En dehors de ces deux obligations, la législation prévoit aussi la « possibilité » de préciser les modalités de report des crédits afférents à une autorisation de programme.

L'absence de RBF-type s'explique notamment par la volonté de préserver cette liberté voulue par le législateur. En effet, les collectivités restent libres de déterminer la durée de caducité de leurs autorisations de programme et d'engagement, pourvu qu'elles en définissent une, ainsi que les modalités d'annulation de ces autorisations budgétaires. En outre, la loi autorise également à prévoir des règles de report de crédits et offre en cela la faculté de définir, notamment, le périmètre des opérations susceptibles d'être concernées.

AR Prefecture

082-248200107-20260421-2026_3279-DE
Reçu le 22/04/2026

Outre l'utilité de préciser les règles de gestion pluriannuelle des crédits, le RBF peut présenter l'avantage de :

- décrire les règles que se fixe la collectivité dans le respect de la réglementation applicable (vote du budget, exécution du budget, information des élus et des citoyens) ;
- rappeler les normes, les principes et méthodes budgétaires, comptables et financiers et ainsi constituer un référentiel commun et une culture de gestion partagée par les élus et l'administration (évaluation des provisions et dépréciations, amortissements, dérogation à certaines règles comptables dans le respect du principe d'importance relative : seuil de rattachement, immobilisations de faible valeur, suivi globalisé de certains biens) ;
- apporter des précisions jugées nécessaires par la collectivité au cadre réglementaire national, et préciser les choix de la collectivité sur les options qui lui sont offertes par la réglementation (régime des provisions et dépréciations, choix pour une collectivité de moins de 3 500 habitants de mettre en œuvre les rattachements, l'amortissement de certains types de biens ...).

Vu le projet de Règlement Budgétaire et Financier (RBF) annexé à la présente.

Le Conseil communautaire après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés, décide :

- D'APPROUVER le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) tel qu'annexé à la présente
- D'AUTORISER la Présidente ou son représentant à signer tous documents se rapportant à la présente délibération.

Fait à Saint Antonin Noble Val
Le 21 avril 2026

La Présidente

Elisabeth BIRS



Le Secrétaire de séance

Thierry GAUTIER



La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture et/ou de sa publication. Le Tribunal Administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le lien <http://www.telerecours.fr/>